

**AVIS DIVERS****AKKA TECHNOLOGIES**

Société Européenne au capital de 31 046 744,70 euros  
Siège social : 9/11, rue Montalivet 75008 PARIS  
422 950 865 R.C.S. PARIS

**Avis de projet de transfert du siège social**

Le Conseil d'administration de AKKA TECHNOLOGIES réuni le 28 novembre 2017, s'est prononcé en faveur du transfert de siège social en Belgique à l'adresse suivante : 1000 Bruxelles, avenue Louise 143.

Le projet de transfert, arrêté par le Conseil en date du 28 novembre 2017, a été déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Paris le 30 novembre 2017.

Le calendrier prévisible de l'opération est le suivant :

- 30 novembre 2017 : dépôt au Greffe du Tribunal de commerce de Paris, du projet de Transfert ;
- 4 décembre 2017 : parution dans un journal d'annonces légales d'un avis portant sur le projet de Transfert ;
- 4 décembre 2017 : parution au BALO d'un avis portant sur le projet de Transfert et début de la période d'opposition des créanciers d'une durée de 30 jours ;
- 17 janvier 2018 : parution au BALO de l'avis de réunion de l'assemblée générale extraordinaire valant avis de convocation ;
- 22 février 2018 : assemblée générale extraordinaire
- 28 février 2018 : parution dans au JAL et au BALO de l'avis de réalisation du Transfert. A compter de la parution de ces avis, les actionnaires ayant, lors de l'assemblée générale voté « contre » le Transfert, disposeront d'un délai d'un mois pour demander le rachat de leurs actions ;
- 4 mai 2018 : accomplissement par un notaire d'un certificat attestant que toutes les formalités préalables au Transfert ont été accomplies de manière concluante ;
- 7 mai 2018 : immatriculation de AKKA TECHNOLOGIES en Belgique et publication aux annexes du Moniteur belge ;
- 10 mai 2018 : radiation du siège de AKKA TECHNOLOGIES en France.
- 10 mai 2018 : publication d'un avis au Journal Officiel de l'Union Européenne

Conformément aux dispositions des articles L.229-2, alinéa 6, et R.229-11 du Code de commerce, les créanciers non obligataires de AKKA TECHNOLOGIES dont la créance est antérieure au transfert de siège, pourront former opposition à celui-ci dans un délai de 30 jours à compter de la dernière en date des publications relatives à l'avis de projet de transfert, mentionnées à l'article R.229-3 du Code de commerce.

Les assemblées spéciale d'actionnaires titulaire de droits de vote double et d'obligataires seront réunies, en tant que de besoin.

Le transfert de siège social devra être approuvé par l'Assemblée générale extraordinaires des actionnaires de AKKA TECHNOLOGIES. En cas de vote favorable, la décision de transfert fera l'objet, conformément aux dispositions de l'article R.229-5 du Code de commerce d'un avis inséré (i) dans un journal d'annonces légales d'Ile de France et (ii) dans le *Bulletin des Annonces légales obligatoires*.

Conformément aux dispositions des articles L.229-2 et R.229-3 du Code de commerce, les actionnaires de AKKA TECHNOLOGIES qui auront voté, lors de l'assemblée générale extraordinaire susvisée, pourront former opposition au projet de transfert et obtenir le rachat de leurs actions dans les conditions ci-après (les actionnaires s'étant abstenus ou ayant émis un vote positif lors de cette assemblée générale ne pourront pas bénéficier de la procédure d'opposition ci-dessous décrite).

En cas d'opposition, les actionnaires peuvent obtenir le rachat de leurs actions. L'opposition et la demande de rachat doivent, pour être recevables, être formées dans un délai d'un mois à compter de la dernière en date des publications prescrites par l'article R.229-5 du Code de commerce et être adressées à la Société par lettre recommandée avec avis de réception.

La Société adressera alors à l'actionnaire demandeur une offre de rachat de ses titres par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans les quinze jours suivant la réception de la demande de rachat. L'offre de rachat devra comprendre :

- le prix offert par action, lequel sera déterminé conformément aux dispositions de l'article L.433-4 du Code monétaire et financier ;
- le mode de paiement proposé ;
- le délai pendant lequel l'offre est maintenue, qui ne pourra être inférieur à vingt jours ;
- le lieu où elle peut être acceptée.

Toute contestation formée par un actionnaire sur le prix offert devra être porté devant le Tribunal compétent du ressort de la Cour d'appel de Paris, dans le délai prévu par l'offre.

A ce titre, il est d'ores et déjà prévu de soumettre à l'assemblée générale des actionnaires appelée à se prononcer sur la décision du transfert de laisser l'opportunité au conseil d'administration d'arrêter les opérations de transfert s'il juge que ce dernier serait susceptible d'entraîner un impact déraisonnable sur la structure financière du groupe AKKA TECHNOLOGIES.

Le transfert prendra effet à compter de l'immatriculation de la Société au registre des personnes morales de Bruxelles.

Pour avis ;  
Le Conseil d'Administration

**1705228**